

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Internationales

La droite est morte, que renaisse la gauche !

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 1er mai 2011

Démocratie & Socialisme

En Europe, c'est partout la même antienne : nous serions condamnés à toujours travailler davantage pour bénéficier d'une protection sociale toujours moindre. De Bruxelles au FMI, en passant par les gouvernements nationaux, c'est le même mot d'ordre à l'encontre du salariat : il faut produire, on verra ensuite pour la distribution des fruits du capital. On connaît le scénario : au salariat les miettes du banquet, une fois que les actionnaires et les banquiers se sont bien gavés. Les gouvernements nous expliquent qu'ils n'y peuvent rien. Le libre-échange, la privatisation du monde, la gabegie capitaliste seraient des processus aussi naturels que le mouvement des planètes. La dernière crise cyclique du capitalisme frappe aujourd'hui le monde des producteurs. Les rentiers n'en ont cure car nos gouvernements à Paris, Londres, Berlin, Madrid, Lisbonne ou Athènes continuent d'entonner la même rengaine : il faut que les travailleurs se serrent la ceinture pour maintenir un système discrédité au service d'une caste bancaire parasitaire.

L'idéologie néolibérale en faillite

Depuis 2008, l'humeur générale a changé : la petite musique néolibérale ne trompe plus personne. Au moment où partout en Europe des coupes budgétaires d'une violence inouïe affectent les salariés et leurs familles, la révolte populaire gronde. Il y a peu, une manifestation pour la défense des services publics a rassemblé un nombre record de personnes à Londres. Les Grecs et les Portugais se mobilisent contre le diktat du FMI et les politiques d'austérité. Les Français continuent de lutter contre les réformes antisociales de Sarkozy, en dépit de l'échec sur les retraites. L'Europe entière rejette les politiques néolibérales, qu'elles soient administrées par des gouvernements de droite ou sociaux-démocrates.

Les partisans du statu quo, dans leur version décliniste ou hyper-mondialisée, ne désarment pourtant pas. Leur contre-attaque est toute trouvée : les peuples seraient foncièrement de droite et ne souhaiteraient que des politiques qui confortent leurs aspirations réactionnaires et sécuritaires. Selon cette thèse jamais démontrée, nos sociétés se droitiseraient, s'individualiseraient, se fragmenteraient à l'infini, empêchant toute politique redistributrice, égalitaire, de gauche. En gros, le salariat qui produit les richesses nationales refuserait de recevoir les dividendes de ce qu'il a créé ! Une affirmation aussi farfelue que débile. Il n'en reste pas moins que cette idée fautive finit par justifier des comportements politiques, selon le phénomène de la prophétie autoréalisatrice. Les partis politiques de droite se droitisent et la social-démocratie se déporte aussi à droite. Ce sont donc les appareils politiques - et non le peuple - qui se droitisent.

La droite des valeurs... extrémistes

La droite européenne est de plus en plus de droite ; à un point tel que très peu la sépare de l'extrême-droite. En conséquence, l'extrême-droite prend l'ascendant partout en Europe. Les cas italiens et français sont édifiants. En Italie, Silvio Berlusconi gouverne (ou a gouverné) avec des partis xénophobe (La Lega) et issu de la mouvance mussolinienne (Gianfranco Fini). Il est intéressant de noter que ces deux formations de droite dure font aujourd'hui figure de forces modérées en comparaison de Berlusconi. En France, Nicolas Sarkozy s'est affranchi de toutes les traditions de la droite française : le social-populisme d'un de Gaulle, le colbertisme technocratique d'un Pompidou, le libéralisme sociétal d'un Giscard ou encore le radicalisme conservateur d'un Chirac. Le sarkozysme se situe aujourd'hui à cheval entre le Tea Party étatsunien et le Front national. La droite française se droitise et délaisse le terrain social (il est vrai, comment défendre des politiques aussi caricaturalement antisociales ?) pour camper sur le terrain des valeurs et des mœurs. Aux États-Unis, on appelle cela les « cultural wars », c'est-à-dire les querelles politiques qui tournent essentiellement, obsessivement autour des modes de vie des individus (religion, avortement, sexualité, etc.). Dans ce domaine, Sarkozy et ses ministres font une surenchère continue : les déficits

publics ont été alourdis par les banques ? Parlons d'immigration et de délinquance ! Le retardement du départ à la retraite a été imposé à tous ? Interdisons le port de la burqa ! Des services publics disparaissent ? Organisons une journée de débat sur la laïcité ! Le pouvoir d'achat décline ? Menons une petite guerre en Libye ! Evidemment ce qui devait arriver arriva : le Front national et Marine Le Pen - un leader capable et sans profil facho - s'en trouvent confortés. Comme le dit Le Pen fille : « Sarkozy et ses ministres reprennent mes idées et font le sale travail pour moi. Ils me légitiment et je monte dans les sondages ».

Une social-démocratie qui ne remplit plus son rôle

Depuis l'après-guerre et jusqu'aux années 70, la social-démocratie avait joué un rôle de modérateur du capitalisme. Loin de le menacer, ses politiques welfaristes l'avaient conforté, en humanisant le système, en le rendant acceptable aux peuples. A partir des années 80 (mitterandisme) et des années 90 (blairisme), la gauche gouvernementale a de plus en plus nettement renié son engagement en faveur de la justice sociale. Sous couvert de « modernisme », elle jeta par-dessus bord son credo égalitariste pour favoriser - voire encourager - la financiarisation du capital et la privatisation du monde. Il en est résulté ce capitalisme voyou que l'on connaît. On pourrait émettre l'hypothèse que c'est la droitisation radicale de la social-démocratie (et de ses alliés au gouvernement), qui a permis à la droite gouvernementale de perdre ses dernières inhibitions. La chute de l'URSS survenue et la social-démocratie largement acquise au néolibéralisme, qu'est-ce qui pouvait empêcher cette droite de paraître et d'être brutalement de droite ? On le voit, la responsabilité de ce qui arrivé depuis une vingtaine d'années incombe essentiellement à la social-démocratie qui a déserté la gauche.

La droite outrancièrement de droite s'est décrédibilisée. Elle est politiquement morte et devrait être hors jeu pour longtemps. Ceci dit, les électeurs ne remarqueront le cadavre de la droite que si la gauche social-démocrate cesse d'apparaître comme une version mollasonne de la droite dure. Les salariés n'attendent pas des salades sur la laïcité, l'islam ou la petite délinquance (toujours un indicateur de déclin social, n'en déplaise aux « modernes » de Solférino), mais des mesures pour relancer les salaires, le pouvoir d'achat, l'emploi, pour redynamiser les services publics, pour protéger l'environnement. Ils souhaitent plus de liberté individuelle et non pas une énième péroraison sur une laïcité et une république policières.

L'enjeu de la gauche sociale-démocrate est là : la droite est morte, mais pour sa part souhaite-t-elle renaître ? Entend-elle rompre avec des décennies de politiques erronées, se démarquer de la droite et redonner envie aux salariés de voter pour elle ?

Philippe Marlière